

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 6 août 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant réforme de certaines entreprises publiques économiques -Titre II. Réforme de la Régie des télégraphes et téléphones et Titre IV. Réforme de la Régie des postes", a donné le 10 août 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 augustus 1990 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven - Titel II. Hervorming van de Regie van telegraaf en telefoon en Titel IV. Hervorming van de Regie der posterijen", heeft op 10 augustus 1990 het volgend advies gegeven :

I. FORMALITE DE LA CONSULTATION SYNDICALE.

Des protocoles de négociation du comité de secteur VIII, non datés, relatifs l'un au titre II, l'autre au titre IV de l'avant-projet de loi, il ressort que les négociations concernant d'une part la réforme de la Régie des télégraphes et des téléphones et d'autre part la Régie des postes ont eu lieu respectivement les 19 et 24 juillet 1990 et le 19 juillet 1990.

Le délai de quinze jours à partir de l'envoi des protocoles aux organisations syndicales, prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents de ces autorités, ne pouvait donc expirer à la date de la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat. Il en résulte que les protocoles ne sont pas définitifs.

Compte tenu toutefois de l'urgence de l'avant-projet, le Conseil d'Etat émet le présent avis, mais sous réserve du caractère définitif que les protocoles doivent encore acquérir.

II. OBSERVATION GENERALE.

Le Conseil d'Etat croit devoir rappeler partiellement l'observation générale qu'il a faite, sous II, dans son avis L. 19.954/9 du 12 juillet 1990 :

.../...

"Dans les titres II, IV, V et VI du projet, de nombreuses dispositions modifient, complètent ou abrogent des lois établissant le régime juridique des organismes visés en vue d'adapter les règles organiques des institutions concernées au régime des entreprises publiques autonomes.

La lisibilité des lois organiques, d'une part, et de la loi en projet, d'autre part, sera difficile.

Il serait d'une meilleure technique légistique d'adopter de nouveaux textes organiques des institutions concernées en y insérant les modifications envisagées dans le projet et l'indication de leur soumission au régime des entreprises publiques autonomes.

De surcroît, en maintenant pour partie les textes organiques existants, les auteurs des titres II, IV, V et VI s'exposent au risque de maintenir des dispositions incompatibles avec celles du titre premier. Des incompatibilités peuvent effectivement être relevées (1).

La section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis L. 17.115/2/9, donné les 5 et 11 mars 1986 (2), avait suggéré, dans un projet comportant des matières très diverses, pour éviter d'aboutir à une loi n'ayant pas un contenu suffisamment homogène, de faire des lois séparées en scindant le projet en plusieurs projet distincts.

Le Conseil d'Etat avait ainsi suggéré d'insérer dans le projet un titre préliminaire indiquant les diverses lois indépendantes que les titres du projet

(1) Par exemple, on comparera :

- l'article 8 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, non abrogé par le projet, et l'article 25 du projet;
- l'article 13, alinéa 4, de la loi du 23 juillet 1926, non abrogé par le projet, et l'article 33 du projet.

(2) Doc. Sénat 298, sess. 1985-1986, nE 1, pp. 79 et suivantes.

.../...

auraient chacun pour objet d'introduire dans notre ordonnancement juridique, étant entendu que la numérotation des articles devait évidemment être faite séparément pour chaque loi.

Si cette proposition était retenue, il y aurait lieu de placer en tête du projet, un titre préliminaire rédigé comme suit :

"Titre préliminaire.

Article unique. Le titre premier de la présente loi forme la loi sur les entreprises publiques autonomes.

Le titre II forme la loi sur la Régie des télégraphes et des téléphones.

Le titre III forme la loi sur les télécommunications.

Le titre IV forme la loi sur la Régie des postes.

... etc."".

III. EXAMEN DU TEXTE.

TITRE II. - REFORME DE LA REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES.

Exposé des motifs.

L'exposé des motifs se borne, en ce qui concerne les chapitres IV à VII du titre présentement examiné, à reproduire l'intitulé de ces divers chapitres. Il doit être complété par l'indication de la ratio legis des dispositions en projet.

.../...

Dispositif.Observation générale.

Le texte néerlandais de plusieurs articles du projet est susceptible d'amélioration, tant en ce qui concerne l'usage correct de la langue qu'en ce qui concerne l'usage cohérent de la terminologie. A titre d'exemple, certaines propositions de texte ont été formulées.

Articles 55 et 56.

A première lecture, ces deux articles semblent faire double emploi. Toutefois, l'exposé des motifs donne à penser que la portée spécifique de l'article 55 serait de marquer la "continuité des prestations de service public, lors du classement de la Régie des télégraphes et des téléphones parmi les entreprises publiques autonomes".

Si telle est bien l'intention qui a présidé à l'insertion de l'article 55, ne serait-il pas préférable de l'exprimer de façon plus directe, plutôt que de faire passer pour un simple changement de dénomination ce qui s'avère être, en réalité, une réforme plus fondamentale, comme il a été procédé dans le projet de loi portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, spécialement aux articles 21, 39, 73, 95, 138 et 173 (3).

(3) A titre indicatif, l'article 73 du projet en question dispose, notamment, comme suit, en son alinéa 1er :

"La Caisse nationale de Crédit professionnel, établissement

.../...

Article 57.

1. Il est d'usage d'écrire 1E, 2E, 3E plutôt que a, b, et c.

La même remarque vaut pour les articles 134, 141 et 149.

2. Au c, devenant 3E, il serait sans doute plus exact d'écrire :

"3E la prise de participation ... ou internationaux, laquelle peut contribuer directement ...".

Article 60.

Comme l'expression "biens ou services de télécommunications à but lucratif" est incorrecte, il faudrait écrire, dans le texte français, et selon l'intention des auteurs du

public régi par l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, modifié en dernier lieu par la loi du 13 juillet 1983, est, sans solution de continuité de sa personnalité juridique, transformée en société anonyme de droit public et dénommée "Caisse nationale de Crédit professionnel", en néerlandais : "Nationale Kas voor Beroepskrediet", en allemand : "Landeskasse für beruflichen Kredit".

.../...

projet :

- soit "dans un établissement privé ou public à but lucratif, qui fournit ...";
- soit "qui fournit dans un but de lucre des biens ou services de télécommunications".

Le texte néerlandais devra être adapté, selon le choix fait, conformément à ce qui est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 61, 62, 63, 64 et 66.

Il est suggéré de faire de ces cinq articles une seule disposition rédigée en suivant l'ordre des articles à abroger et en rappelant les modifications antérieures apportées à certains d'entre eux.

L'article pourrait être rédigé comme suit :

"Dans la même loi, sont abrogés :

1El'article 2;

2El'article 3, modifié par l'arrêté royal nE 91 du 11 novembre 1967;

3El'article 4, modifié par l'arrêté royal nE 237 du 31 décembre 1983;

.../...

ST.

- -

L. 20.153/2/V.

4Eles articles 5, 6 et 7;

5El'article 8, alinéas 2 et 3 et alinéa 4, modifié par l'arrêté royal nE 91 du 11 novembre 1967;

6El'article 9, remis en vigueur par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 et modifié par l'arrêté royal nE 91 du 11 novembre 1967;

7El'article 9bis, inséré par l'arrêté royal nE 91 du 11 novembre 1967;

8El'article 10, modifié par la loi du 18 janvier 1962;

9Eles articles 11, 12 et 14;

10El'article 14bis, inséré par la loi du 18 janvier 1962;

11El'article 15, modifié par la loi du 23 décembre 1937;

12El'article 16;

13El'article 18, remplacé par la loi du 23 décembre 1937;

14El'article 19;

15El'article 20, remplacé par la loi du 23 décembre 1937;

16El'article 21, modifié par l'arrêté royal nE 91 du 11 novembre 1967;

.../...

17El'article 23, modifié par la loi du 13 octobre 1930 et par la loi du 30 juillet 1979;

18El'article 26".

Article 65.

Paragraphe 1er.

Au 2Edu texte français, il paraît difficilement concevable que les membres du personnel de BELGACOM agissent "dans le cadre de l'exercice de leur fonction" lorsqu'ils commettent un délit.

Mieux vaudrait écrire : "pendant l'exercice de leur fonction". De toute façon, les mots "agissant dans le cadre de" sont lourds et superflus.

Le texte néerlandais du 2E devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au dernier alinéa, ce n'est pas d'une limite de responsabilité qu'il s'agit, mais d'une limite à l'indemnisation.

Le texte néerlandais du dernier alinéa devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

.../...

L'habilitation donnée au Roi, qui va jusqu'à Lui permettre de modifier la restriction ou l'exclusion de la responsabilité, est bien trop large pour être admissible.

Le paragraphe doit être revu.

Paragraphe 3.

Les derniers mots du texte français sont d'une lourdeur inutile. Il suffit d'écrire : "est nulle".

Le texte néerlandais, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

+

L'intitulé du chapitre IX serait plus conforme au contenu de ce chapitre s'il portait : "Dispositions transitoires et d'entrée en vigueur".

+

.../...

TITRE IV. - REFORME DE LA REGIE DES POSTES.Observation préliminaire.

Lorsqu'il est fait référence à un article, il est superflu de préciser à quel titre appartient cette disposition, car le numérotage des articles est continu.

Dispositif.Article 132.

La "poste aux lettres" devrait faire l'objet d'une définition spécifique sous un 4E.

Les numéros suivants de l'article devraient évidemment être modifiés en conséquence.

+

Le chapitre III n'a pas pour but de créer l'Institut belge des services postaux et télécommunications, puisque cette création a fait l'objet du chapitre III du titre III. L'intitulé du chapitre III du titre IV gagnerait donc à porter : "Attributions de l'Institut belge des services postaux et télécommunications en matière postale".

.../...

Article 134.

La division en paragraphes n'est pas justifiée puisqu'aucun d'eux ne comprend plus d'un alinéa.

La même remarque vaut pour les articles 139, 152, 153, 154 et 156.

Au paragraphe 4, b), devenant 2E, l'expression "élaborer les lois et arrêtés" est évidemment excessive. Il serait plus exact d'écrire :

"2Eproposer des avant-projets de lois ou des projets d'arrêtés en matière de réglementation des services postaux ...".

Article 135.

Le pouvoir donné à l'Institut d'édicter une réglementation, même s'il paraît en l'occurrence limité à des questions techniques, surtout si le paragraphe 3 de l'article 143 en fixe les données essentielles, appelle une objection de principe. L'Institut est, en effet, exempt de toute responsabilité politique. Il conviendrait que la réglementation indiquée soit soumise à l'approbation du ministre.

Article 137.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer

.../...

ST.

- -

L. 20.153/2/V.

dans son avis L. 19.954/9, déjà cité, à propos de l'arti-

.../...

cle 111, § 1er, de l'avant-projet portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et dans son avis L. 20.131/2/V à propos de l'article 173 du même avant-projet, la qualité d'officier de police judiciaire n'est attribuée aux personnes chargées d'un service public que si une disposition légale la leur confère expressément. Ce n'est donc pas au Roi qu'il appartient de conférer la qualité d'officier de police judiciaire, mais bien à la loi elle-même.

Article 138.

L'application combinée des alinéas 2 et 3 fait difficulté.

Selon l'alinéa 2, l'obligation de faire la déclaration à l'Institut s'applique à une situation de fait : exploiter un service rémunéré qui n'appartient pas au monopole postal.

Toutefois, l'alinéa 3 paraît démentir cette interprétation. L'obligation ne s'imposerait qu'aux services figurant dans la liste dressée par le Roi. Un choix doit être fait entre ces deux règles, partiellement contradictoires, et le régime juridique des services qui ne relèvent pas du monopole postal, mais qui ne seraient pas mentionnés dans la liste visée à l'alinéa 3, devrait être réglé clairement.

.../...

Article 142.

1. Les mots "ou missives", qui figurent dans le texte français et qui n'ont pas d'équivalent en néerlandais, sont difficilement explicables.

2. La division du texte en a), b), c), d) est à revoir car elle ne constitue pas une énumération continue.

Il en va de même de l'article 143, en ce qui concerne la présentation en quatre paragraphes.

Article 143.

L'article 143 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 143. La Poste assume les obligations suivantes :

1E Toutes les communes ...".

Au paragraphe 3, devenant 3E, on observera que le texte est moins nuancé que celui de l'article 85 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal. Il pourrait conduire à des difficultés pratiques s'il n'était pas complété.

Pour le surplus, le paragraphe 3 appelle la même objection de principe que celle qui a été faite sous l'article 135.

.../...

Article 145.

Si, comme l'exposé des motifs ne l'exclut pas, "le catalogue des services offerts par La Poste" a un contenu réglementaire, l'article appelle d'autant plus l'observation faite sous les articles 135 et 143, § 3, que La Poste ne sera pas un organisme d'intérêt public, mais une entreprise publique autonome.

Article 146.

Il y a lieu d'écrire en français : "demeurent affectés à cet usage".

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 149.

Tel qu'il est rédigé, le b), devenant 2E, semble appliquer l'incompatibilité aux personnes qui assurent les services indiqués. Cependant, cette interprétation n'explique pas pourquoi ces personnes doivent, pour être frappées

.../...

d'incompatibilité, remplir "une fonction quelconque dans un établissement privé ou public".

Il semble donc que le sens voulu doive être rendu dans la rédaction suivante :

"2Eles personnes remplissant une fonction quelconque dans un établissement privé ou public qui assure ... ou qui offre des services postaux".

Article 150.

Cette disposition transitoire serait mieux à sa place dans le chapitre VIII.

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 152, 153 et 154.

Il est contraire aux usages légistiques de prévoir qu'une loi ou un arrêté "reste d'application".

Il y a lieu d'abroger ce qui cesse d'être applicable, en précisant, article par article, les modifications

.../...

antérieures.

Article 152.

Paragraphe 1er, 15E.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la justification de la suppression du privilège prévu à l'article 16 de la loi du 6 juillet 1971, eu égard spécialement à l'objet des missions exclusives de La Poste visées à l'article 142, b, de l'avant-projet de loi, telles que l'exposé des motifs les énumère.

Paragraphe 3, 3E.

De l'accord des délégués du ministre, les mots "à moins qu'il n'ait été fixé précédemment" sont superflus et doivent être supprimés, la réalisation de cette éventualité étant exclue.

.../...

Article 153.Paragraphe 1er.

L'article 26 de la loi du 26 décembre 1956 reste d'application; en revanche , l'article 1er de la même loi cessera d'être applicable. Il en résulte que, dans l'état actuel de l'avant-projet de loi, et contrairement aux intentions des auteurs du projet, telles qu'elles ont été rapportées par les délégués du Gouvernement, les infractions au monopole postal cesseront d'être réprimées pénalement.

Paragraphe 3.

1. L'article 153, § 3, du projet est largement inspiré de l'article 32 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, qui, pour l'essentiel, était issu de l'article 56 de la loi du 30 mai 1879 portant révision et codification de la législation postale.

La conformité de ces deux dernières dispositions à l'article 22 de la Constitution (4) a souvent été examinée par la doctrine. Si certains auteurs (5) ont soutenu que le secret

(4)"Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste".

(5)Voir notamment Eugène VERHAEGEN, Sur l'article 22 de la Constitution, Belgique judiciaire 1856, col. 865, et

des lettres est garanti en termes absolus par ledit article 22, la doctrine majoritaire admet que certaines des dispositions législatives apportant des limitations au principe du secret de la correspondance trouvent un fondement indirect dans les dispositions constitutionnelles qui instituent le pouvoir judiciaire et en définissent les attributions (6).

L'article 32 de la loi du 26 décembre 1956 n'appelle pas de critiques de constitutionnalité en ce qu'il habilite les agents des postes à requérir, dans certaines circonstances, l'ouverture des lettres, dès lors que ces agents, qui sont nommés par le Roi ou le ministre, sont des "fonctionnaires" au sens de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, lequel leur fait obligation d'aviser le procureur du Roi de tout crime ou délit dont ils auraient acquis la connaissance dans

Jacques des CRESSONNIERES, L'inviolabilité du secret des lettres et les articles 87 et 88 du Code d'instruction criminelle, Belgique judiciaire 1889, col. 81; dans le même sens, voir le rapport fait au nom de la commission sénatoriale de révision de la Constitution par M. HERBIET le 21 mars 1967 (Doc. parl., Sénat, 1966-1967, nE 201, pp. 6-7).

- (6) DOR et BRAAS, "La Constitution", Nouvelles, Lois politiques et administratives, tome II, 1935, nE 341; HANSSENS, Du secret des lettres, Bruylant 1890, nEs 109 à 116; PANDECTES BELGES, tome LVIII, 1897, vE Lettres, nEs 60 à 70; O. ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, tome III, 1911, nE 173; ERRERA, Traité de droit public belge, 1918, § 47; HUBERLANT et MAYSTADT, Exemples de lois taxées d'inconstitutionnalité, in "Actualité du contrôle juridictionnel des lois", Travaux des sixièmes journées d'études juridiques Jean Dabin, Larcier 1973, pp. 462 à 469.

.../...

l'exercice de leurs fonctions (7).

Le Conseil d'Etat ne peut que constater que les agents de La Poste, entreprise publique autonome, auxquels un pouvoir semblable est conféré par l'article 153 du projet, exerceront leurs fonctions sous un régime juridique qui est actuellement indéterminé.

Il n'existe, dès lors, aucune garantie que l'article 29 du Code d'instruction criminelle leur sera applicable.

En revanche, l'article 137 du projet tend à conférer la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents (8) de l'Institut belge des services postaux et télécommunications.

L'article 153, § 3, du projet n'échapperait à une critique d'inconstitutionnalité que si l'ouverture des plis était réservée à ces agents, et seulement pour les cas où la "prohibition" dont il est présumé qu'elle a été enfreinte est assortie d'une sanction pénale.

Par ailleurs, le respect du principe de légalité des restrictions aux libertés fondamentales, prévu par

(7)Voir Cass. 18 juin 1962, Pas. I, pp. 1176-1177.

(8)Quant à la formule d'habilitation donnée au Roi à cette fin, elle se heurte à l'objection qui a été exposée à propos de l'article 137.

l'article 8.2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en ce qui concerne le droit au respect de la correspondance, impose que le texte soit corrigé en vue de préciser de manière restrictive en quoi peut consister l'"impossibilité" d'obtenir le concours de l'expéditeur ou du destinataire "pour toute autre cause" que son refus, et de prévoir les formalités à respecter afin d'établir d'une part la réalité du refus ou de la cause invoquée et d'autre part que les intéressés ont été informés des conséquences qu'entraîne le refus d'apporter leur concours.

2. L'article 32, alinéa 1er, en projet, devrait être complété par la précision de l'infraction qui y est visée.

Logiquement, il doit s'agir de l'infraction au monopole postal défini par l'article 142 de l'avant-projet de loi.

Article 154.

Paragraphe 5.

De l'accord des délégués du ministre, le paragraphe 5 doit être supprimé : il est superflu, puisqu'il apporte à la loi du 2 mai 1956 une modification qui résulte déjà du Code judiciaire.

Article 155.

.../...

Il ne convient pas qu'une disposition législative maintienne l'application d'un arrêté royal et d'un arrêté ministériel, car elle pourrait créer l'équivoque sur la nature qu'auraient ces arrêtés à la suite de ce qui pourrait passer pour une confirmation ou une ratification.

Par ailleurs, la jurisprudence déterminera, tout naturellement, quelles sont les dispositions qui, étant jugées non contraires à la loi nouvelle, demeureront nécessairement en vigueur.

L'article devrait donc être omis.

Article 156.

A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire "Les dispositions du présent titre entrent en vigueur ...".

A l'alinéa 2, il s'impose d'indiquer, d'une part, quels sont les articles visés et, d'autre part, quand ils entrent en vigueur à l'égard de personnes autres que "La Poste".

A l'alinéa 3, la formule "entrent en vigueur immédiatement" est à proscrire. Il faut écrire, si l'on entend s'écarter de la règle générale de l'entrée en vigueur des lois et arrêtés, "... le jour de la publication au Moniteur belge".

.../...

VD.

- 23 -

L. 20.153/2/V.

.../...

I. DE FORMALITEIT VAN HET OVERLEG MET DE VAKORGANISATIES.

Uit de onderhandelingsprotocollen van sectorcomité VIII, die niet gedateerd zijn en waarvan het ene betrekking heeft op titel II van het voorontwerp van wet en het andere op titel IV, blijkt dat de onderhandelingen met betrekking tot, enerzijds, de hervorming van de Regie van telegraaf en telefoon, en, anderzijds, de Regie der posterijen, respectievelijk op 19 en 24 juli 1990 en op 19 juli 1990 plaats hebben gevonden.

De bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel voorgeschreven termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van verzending van de protocollen naar de vakorganisaties kon dus niet verstrijken op de datum waarop de adviesaanvraag aan de Raad van State is toegezonden. Daaruit vloeit voort dat de protocollen niet definitief zijn.

Rekening houdend met het spoedeisend karakter van het voorontwerp, brengt de Raad het volgende advies uit, onder voorbehoud evenwel dat de protocollen alsnog definitief worden.

II. ALGEMENE OPMERKING.

De Raad van State meent de algemene opmerking die hij in zijn advies L. 19.954/9 van 12 juli 1990 onder II heeft gemaakt gedeeltelijk in herinnering te moeten brengen :

.../...

"In de titels II, IV, V en VI van het ontwerp voorzien vele bepalingen in de wijziging, aanvulling of opheffing van wetten waarbij de rechtsregeling van de bedoelde instellingen wordt vastgesteld, om de voorschriften betreffende de organisatie van de betrokken instellingen aan te passen aan de autonome overheidsbedrijven.

Het zal moeilijk worden om de organieke wetten enerzijds en de ontworpen wet anderzijds te begrijpen.

Uit wetgevingstechnisch oogpunt zou het beter zijn nieuwe teksten tot organisatie van de betrokken instellingen aan te nemen en er de in het ontwerp geplande wijzigingen in te voegen en er ook in te vermelden dat die instellingen onder de toepassing vallen van de regeling van de autonome overheidsbedrijven.

Bovendien lopen de stellers van de titels II, IV, V en VI, door de bestaande organieke teksten gedeeltelijk te bewaren, het risico dat bepalingen behouden blijven die onverenigbaar zijn met die van titel I. Er kunnen inderdaad onverenigbaarheden worden vastgesteld (9).

In haar advies L. 17.115/2/9 van 5 en 11 maart 1986 (10) had de afdeling wetgeving van de Raad van State, voor een ontwerp dat materies met een grote verscheidenheid regelde, voorgesteld afzonderlijke wetten te maken door het ontwerp in verschillende ontwerpen te splitsen en zo te voorkomen dat een wet met onvoldoende homogene inhoud tot stand zou komen.

(9) Vergelijk bijvoorbeeld :

- artikel 8 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, dat door het ontwerp niet wordt opgeheven, met artikel 25 van het ontwerp;
- artikel 13, vierde lid, van de wet van 23 juli 1926, niet opgeheven door het ontwerp, met artikel 33 van het ontwerp.

(10) Gedr. St. Senaat 298, zitting 1985-1986, nr. 1, blz. 79 en volgende.

.../...

Zo had de Raad van State voorgesteld in het ontwerp een inleidende titel in te voegen die de verschillende op zichzelf staande wetten zou opnoemen die elk door een titel van het ontwerp in onze rechtsordening zouden worden ingevoerd, met dien verstande dat voor iedere wet de artikelen vanzelfsprekend afzonderlijk moesten worden genummerd.

Als dat voorstel wordt aangenomen, zou vooraan in het ontwerp een inleidende titel moeten komen luidend als volgt :

"Inleidende titel.

Enig artikel. Titel I van deze wet vormt de wet op de autonome overheidsbedrijven.

Titel II vormt de wet op de Regie van telegrafie en telefonie.

Titel III vormt de wet op de telecommunicatie.

Titel IV vormt de wet op de Regie der posterijen.

... enz."".

III. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

TITEL II. -HERVORMING VAN DE REGIE VAN TELEGRAAF EN TELEFOON.

Memorie van toelichting.

In de memorie van toelichting bepaalt men er zich toe, met betrekking tot de hoofdstukken IV tot VII van de titel die thans wordt onderzocht, het opschrift van die verschillende hoofdstukken over te nemen. In de memorie van toelichting

.../...

moet bij wijze van aanvulling de ratio legis van de ontworpen bepalingen worden aangegeven.

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerking.

De Nederlandse tekst van menig artikel van het ontwerp is voor verbetering vatbaar, zowel uit een oogpunt van een correct taalgebruik als van een consequent gebruik van de terminologie. Bij wijze van voorbeeld zijn een aantal tekstvoorstellen gedaan.

Artikelen 55 en 56.

Op het eerste gezicht lijken die twee artikelen elkaar te overlappen. De memorie van toelichting doet echter te denken dat de specifieke draagwijdte van artikel 55 erin zou bestaan te wijzen op "de continuïteit van de openbare dienstverlening, bij de indeling van de Regie van telegraaf en telefoon bij de autonome overheidsbedrijven".

Indien zulks wel degelijk de bedoeling is die bij de invoeging van artikel 55 heeft voorgezetten, zou het dan niet verkieslijk zijn die bedoeling directer te verwoorden, veeleer dan voor een loutere verandering van benaming te laten doorgaan hetgeen in werkelijkheid een grondiger hervorming blijkt te zijn, naar de wijze waarop te werk is gegaan in het ontwerp

.../...

van wet tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, inzonderheid in de artikelen 21, 39, 73, 95, 138 en 173 (11).

Artikel 57.

1. Het is gebruikelijk om 1E, 2E, 3E te schrijven, veeleer dan a, b, c.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 134, 141 en 149.

2. In c, dat 3E wordt, zou het wellicht juist zijn te schrijven :

(11) Bij wijze van voorbeeld zij erop geattendeerd dat het eerste lid van artikel 73 van het ontwerp in kwestie onder meer het volgende bepaalt :

"De Nationale Kas voor Beroepskrediet, een openbare instelling die is onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 juni 1956 houdende omwerking van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, laatst gewijzigd door de wet van 13 juli 1983, wordt zonder onderbreking in de continuïteit van haar rechtspersoonlijkheid, omgevormd tot een publiekrechtelijke naamloze vennootschap, onder de naam "Nationale Kas voor Beroepskrediet", in het Frans : "Caisse nationale de Crédit professionnel", in het Duits : "Landeskasse für beruflichen Kredit".

.../...

"3Ehet deelnemen in reeds bestaande of nog op te richten openbare of privé-instellingen of maatschappijen, hetzij Belgische, buitenlandse of internationale, waarmee rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen kan worden tot het bereiken van haar doel".

Artikel 60.

Aangezien de Franse uitdrukking "biens ou services de télécommunications à but lucratif" niet correct is, behoort in de Franse tekst overeenkomstig de bedoeling van de stellers van het ontwerp te worden geschreven :

- ofwel "dans un établissement privé ou public à but lucratif, qui fournit ...";
- ofwel "qui fournit dans un but de lucre des biens ou services de télécommunications".

In de Nederlandse tekst houdt men het ofwel aan de tekst van het ontwerp of schrijft men "in een openbare of privé-instelling met winstoogmerk die ... aanbiedt".

Artikelen 61, 62, 63, 64 en 66.

Er wordt voorgesteld van die vijf artikelen slechts één bepaling te maken die geredigeerd zou worden met inachtneming van de volgorde van de artikelen die moeten worden

.../...

opgeheven en met opgave van de vroegere wijzigingen die in sommige ervan zijn aangebracht.

Het artikel zou als volgt gesteld kunnen worden :

"In dezelfde wet worden opgeheven :

1E artikel 2;

2Eartikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

3Eartikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

4Ede artikelen 5, 6 en 7;

5Eartikel 8, tweede en derde lid en het vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

6Eartikel 9, dat weer in werking gesteld is bij het koninklijk besluit van 18 december 1957 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

7Eartikel 9bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

8Eartikel 10, gewijzigd bij de wet van 18 januari 1962;

9Ede artikelen 11, 12 en 14;

.../...

10Eartikel 14bis, ingevoegd bij de wet van 18 januari 1962;

11Eartikel 15, gewijzigd bij de wet van 23 december 1937;

12Eartikel 16;

13Eartikel 18, vervangen bij de wet van 23 december 1937;

14Eartikel 19;

15Eartikel 20, vervangen bij de wet van 23 december 1937;

16Eartikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van
11 november 1967;

17Eartikel 23, gewijzigd bij de wet van 13 oktober 1930 en bij
de wet van 30 juli 1979;

18Eartikel 26".

Artikel 65.

Paragraaf 1.

Wat 2E van de Franse tekst betreft kan men zich bezwaarlijk voorstellen dat de personeelsleden van BELGACOM handelen "dans le cadre de l'exercice de leur fonction" wanneer zij een strafbaar feit plegen.

.../...

Het zou beter zijn te schrijven : "pendant l'exercice de leur fonction". De woorden "agissant dans le cadre de" zijn hoe dan ook zwaar op de hand en overtollig.

De Nederlandse tekst van 2E zou als volgt gesteld moeten worden :

"2Een overtreding van de bepalingen van de artikelen 112 of 113, tweede lid, begaan door haar personeelsleden bij de uitoefening van hun functie;".

Wat het laatste lid betreft is geen aansprakelijkslimiet aan de orde, maar een schadevergoedingslimiet.

De Nederlandse tekst van het laatste lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Op voorstel van de Minister kan de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de bedragen vaststellen waarboven de in het eerste lid bedoelde schadevergoeding geen toepassing vindt".

Paragraaf 2.

De aan de Koning verleende machtiging, aan de hand waarvan Hem zelfs de mogelijkheid wordt geboden om wijziging te brengen in het beperken of uitsluiten van de aansprakelijkheid, is veel te ruim dan dat zij geoorloofd zou zijn.

.../...

De paragraaf behoort te worden herzien.

Paragraaf 3.

De laatste woorden van de Franse tekst zijn onnodig zwaar op de hand. Het volstaat te schrijven : "est nulle".

Aan het slot van de Nederlandse tekst schrijve men : "is nietig".

+

Het opschrift van hoofdstuk IX zou meer in overeenstemming met de inhoud van dat hoofdstuk zijn indien het als volgt zou luiden : "Overgangsbepalingen en bepalingen omtrent de inwerkingtreding".

+

TITEL IV. - HERVORMING VAN DE REGIE DER POSTERIJEN.

Voorafgaande opmerking.

Wanneer naar een artikel verwezen wordt behoeft niet te worden gepreciseerd bij welke titel die bepaling behoort, aangezien de artikelen doorlopend genummerd zijn.

.../...

Bepalend gedeelte.Artikel 132.

De "brievenpost" zou een specifieke definitie moeten krijgen onder een 4E.

De volgende nummers van het artikel zouden uiteraard dienovereenkomstig moeten worden vernummerd.

+

Het oogmerk van hoofdstuk III is niet de oprichting van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, aangezien die oprichting aan de orde is gesteld in hoofdstuk III van titel III. Het zou derhalve beter zijn als het opschrift van hoofdstuk III van titel IV zou luiden : "Bevoegdheden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie ter zake van post".

Artikel 134.

Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen omdat geen één van die paragrafen meer dan één lid omvat.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 139, 152, 153, 154 en 156.

.../...

In paragraaf 4, b), die 2E wordt, is de uitdrukking "het opstellen van wetten en besluiten" uiteraard overtoollig. Het zou exacter zijn te schrijven :

"2Ehet voordragen van voorontwerpen van wetten of van ontwerp-besluiten inzake de reglementering van de postdiensten ...".

Artikel 135.

De aan het Instituut verleende bevoegdheid voor het geven van regels, ook al lijkt die in het onderhavige geval beperkt tot technische aangelegenheden, in aanmerking genomen dat paragraaf 3 van artikel 143 er de essentiële componenten van vaststelt, noodzaakt tot het maken van een principieel bezwaar. Het Instituut heeft immers geen politieke verantwoording af te leggen. Het zou dienstig zijn dat de bedoelde regels ter goedkeuring aan de Minister worden voorgelegd.

Artikel 137.

Zoals de Raad van State erop gewezen heeft in zijn reeds geciteerde advies L. 19.954/9 naar aanleiding van artikel 111, § 1, van het voorontwerp van wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven alsmede in zijn advies L. 20.131/2/V naar aanleiding van artikel 173 van datzelfde voorontwerp, wordt de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan de personen aan wie een openbare

.../...

dienst is opgedragen pas toegekend als die hoedanigheid hun uitdrukkelijk door een wetsbepaling wordt verleend. Het is dus geen aangelegenheid van de Koning om de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen, maar wel van de wet zelf.

Artikel 138.

De gecombineerde toepassing van het tweede en het derde lid levert moeilijkheden op.

Volgens het tweede lid geldt de verplichting om een verklaring aan het Instituut toe te sturen voor een feitelijke toestand : het tegen een vergoeding exploiteren van een dienst die niet onder het postmonopolie valt.

Toch lijkt het derde lid die interpretatie te logenstraffen. De verplichting zou alleen gelden voor de diensten die voorkomen op de lijst die door de Koning wordt opgemaakt. Er moet een keuze worden gemaakt tussen die twee voorschriften, die gedeeltelijk tegenstrijdig zijn, en de rechtsregeling van de diensten die niet onder het postmonopolie vallen, maar niet vermeld zouden staan op de in het derde lid bedoelde lijst zou duidelijk geregeld moeten worden.

Artikel 142.

1. De woorden "ou missives", die in de Franse tekst

.../...

staan maar geen Nederlandse tegenhanger hebben, zijn moeilijk uit te leggen.

2. De indeling van de tekst in a), b), c), d), behoort te worden herzien daar zij geen doorlopende opsomming vormt.

Hetzelfde geldt voor artikel 143 wat de ordening in vier paragrafen betreft.

Artikel 143.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. 143. De Post neemt de volgende verplichtingen op zich :

1EIn elke gemeente of deelgemeente van het Rijk dient zich ten minste één bus te bevinden voor het deponeren van poststukken.

2EVoer elk van die administratieve onderverdelingen dient er elke dag, behalve op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen, ten minste één lichting, één verzending en één bestelling van die poststukken te geschieden.

3E...

4EVan vervoer door de Post worden uitgesloten de zendingen

.../...

waarop aan de buitenzijde aantekeningen voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde".

Ten aanzien van paragraaf 3, die 3E wordt, zij erop gewezen dat de tekst minder genuanceerd is dan die van artikel 85 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst. In de praktijk zouden er moeilijkheden uit kunnen voortkomen als hij niet wordt aangevuld.

Voor het overige behoort tegen paragraaf 3 hetzelfde principiële bezwaar te worden ingebracht als datgene dat onder artikel 135 is gemaakt.

Artikel 145.

Indien de "Catalogus van de diensten aangeboden door De Post" een verordenende inhoud heeft, wat door de memorie van toelichting niet wordt uitgesloten, behoeft het artikel des te meer de opmerking die gemaakt is onder de artikelen 135 en 143, paragraaf 3, daar De Post geen instelling van openbaar nut zal zijn, doch een autonoom overheidsbedrijf.

Artikel 146.

In de Franse tekst behoort te worden geschreven :
"demeurent affectés à cet usage".

.../...

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst aldus te stellen :

"Art. 146. De onroerende goederen die ter beschikking gesteld zijn van De Post doch aan de Staat toebehoren en die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet gebruikt worden om te voorzien in de diensten brievenpost en financiële postdiensten, worden verder voor dat doel gebruikt".

Artikel 149.

Zoals de bepaling onder b), die 2E wordt, gesteld is, lijkt zij te voorzien in onverenigbaarheid voor personen die de vermelde diensten verzorgen. Die interpretatie maakt echter niet duidelijk waarom ten aanzien van die personen onverenigbaarheid wordt voorgeschreven als zij een willekeurige functie vervullen in een openbare of privé-instelling.

Het laat zich dus aanzien dat de verlangde betekenis aan de hand van de volgende redactie dient te worden weergegeven :

"2Epersonen die enigerlei functie vervullen in een openbare of privé-instelling die voorziet in besteldiensten of verkoop per postorder of die diensten van de post aanbiedt".

Artikel 150.

.../...

Die overgangsbepaling zou beter op haar plaats zijn in hoofdstuk VIII.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. De eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van De Post, die overeenkomstig artikel 48 van titel I van deze wet worden opgericht, vervullen totdat hij bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van titel I, een tweevoudige opdracht : enerzijds het onderhandelen over en sluiten van het eerste beheerscontract en anderzijds het overnemen van de directie van de Regie der posterijen in het kader van de wet van 6 juli 1971".

Artikelen 152, 153 en 154.

Het is strijdig met hetgeen in de wetgevingstechniek gebruikelijk is te bepalen dat een wet of een besluit "van toepassing (blijft)".

Wat niet langer toepasselijk is behoort te worden opgeheven en daarbij moeten de vroegere wijzigingen artikelsgewijs worden vermeld.

Artikel 152.

Paragraaf 1, 15E.

.../...

De Raad van State ziet niet in waarom het voorrecht bepaald in artikel 16 van de wet van 16 juli 1971 wordt afgeschaft, in het bijzonder gelet op de inhoud van de exclusieve opdrachten van De Post, bedoeld in artikel 142, b, van het voorontwerp van wet, zoals ze in de memorie van toelichting worden opgesomd.

Paragraaf 3, 3E.

De woorden "hetzij het vooraf zou vastgesteld zijn" zijn overbodig en moeten vervallen aangezien het uitgesloten is dat een dergelijke veronderstelling in vervulling gaat; de gemachtigden van de minister zijn het daarmee eens.

Artikel 153.

Paragraaf 1.

Artikel 26 van de wet van 26 december 1956 blijft toepasselijk; daarentegen zal artikel 1 van dezelfde wet niet meer toepasselijk zijn. Een en ander heeft tot gevolg dat bij de huidige stand van het voorontwerp van wet en in tegenstelling met de oogmerken van de stellers van het ontwerp, gelijk die door de gemachtigden van de Regering kenbaar zijn gemaakt, schendingen van het postmonopolie niet langer volgens het strafrecht bestraft zullen worden.

Paragraaf 3.

.../...

1. Artikel 153, § 3, van het ontwerp bouwt grotendeels voort op artikel 32 van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst, welk artikel hoofdzakelijk voortgekomen was uit artikel 56 van de wet van 30 mei 1879 houdende herziening en samenbrenging der postwetten.

In de rechtsleer heeft men zich vaak gebogen over de vraag of die twee laatstgenoemde bepalingen in overeenstemming zijn met artikel 22 van de Grondwet (12). Al hebben sommige auteurs (13) betoogd dat het briefgeheim door dat artikel 22 in absolute bewoordingen wordt gewaarborgd, neemt de rechtsleer in meerderheid aan dat voor sommige wetsbepalingen die beperkingen stellen op het beginsel dat de briefwisseling geheim is, indirect een rechtsgrond wordt opgeleverd door de grondwetsbepalingen die de rechterlijke macht instellen en er de bevoegdheden van bepalen (14).

(12)"Het briefgeheim is onschendbaar. De wet bepaalt welke agenten verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven".

(13)Zie inzonderheid Eugène VERHAEGEN, Sur l'article 22 de la Constitution, Belgique judiciaire 1856, kol. 865, en Jacques des CRESSONNIERES, L'inviolabilité du secret des lettres et les articles 87 et 88 du Code d'instruction criminelle, Belgique judiciaire 1889, kol. 81; zie in dezelfde zin het verslag dat namens de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet op 21 maart 1967 is uitgebracht door de heer HERBIET (Gedr. St., Senaat, 1966-1967, nr. 201, blz. 6-7).

(14)DOR en BRAAS, La Constitution, Nouvelles, Lois politiques et administratives, deel II, 1935, nr. 341; HANSSENS, Du secret des lettres, Bruylant 1890, nrs. 109 tot 116; PANDECTES BELGES, deel LVIII, 1897, vE Lettres, nrs. 60

Artikel 32 van de wet van 26 december 1956 geeft geen aanleiding tot aanmerkingen uit een oogpunt van grondwettigheid, inzoverre het de postambtenaren machtigt om in bepaalde omstandigheden te eisen dat brieven worden geopend, aangezien die ambtenaren, die door de Koning of door de Minister worden benoemd, "ambtenaren" zijn in de zin van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, krachtens hetwelk zij verplicht zijn om aan de procureur des Konings bericht te geven van een misdaad of wanbedrijf waarvan zij bij de uitoefening van hun ambt kennis zouden hebben gekregen (15).

De Raad van State kan niet anders dan constateren dat de ambtenaren van De Post, een autonoom overheidsbedrijf, aan wie een soortgelijke bevoegdheid wordt verleend door artikel 153 van het ontwerp, hun functie zullen uitoefenen onder de gelding van een rechtsregeling die momenteel nog niet vaststaat.

Er is derhalve geen enkele garantie dat artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering op hen toepassing zal vinden.

tot 70; O. ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, deel III, 1911, nr. 173; ERRERA, Traité de droit public belge, 1918, § 47; HUBERLANT en MAYSTADT, Exemples de lois taxées d'inconstitutionnalité, in "Actualité du contrôle juridictionnel des lois", Travaux des sixièmes journées d'études juridiques Jean Dabin, Larcier 1973, blz. 462 tot 469.

(15) Zie Cass. 18 juni 1962, Pas. I, blz. 1176-1177.

Daarentegen beoogt artikel 137 van het ontwerp de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen aan sommige personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (16).

Artikel 153, § 3, van het ontwerp zou eerst dan niet als ongrondwettig aan te merken zijn als het openen van de brieven uitsluitend voor die personeelsleden werd weggelegd en alleen voor de gevallen waarin op de "verbodsbepaling" die geacht wordt te zijn geschonden, een straf staat.

Bovendien is het ter wille van de naleving van het beginsel dat beperkingen op de fundamentele vrijheden wettig moeten zijn, welke naleving wordt voorgeschreven bij artikel 8.2 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden wat het recht op eerbiediging van de briefwisseling betreft, geboden dat de tekst derwijze verbeterd wordt dat op beperkende wijze wordt aangegeven waarin de "onmogelijkheid" om de medewerking van de afzender of de geadresseerde "om enige andere reden" dan diens weigering te verkrijgen, kan bestaan en dat de vormvereisten worden bepaald die nageleefd moeten worden om te bewijzen dat de weigering of de aangevoerde reden echt zijn alsmede dat de belanghebbenden ingelicht zijn over de gevolgen die hun weigering om mee te werken heeft.

(16) Tegen de formule waarbij de Koning daartoe machtiging wordt verleend is het bezwaar in te brengen dat naar aanleiding van artikel 137 is gemaakt.

2. Het ontworpen artikel 32, eerste lid, zou zodanig aangevuld moeten worden dat het erin bedoelde strafbaar feit duidelijk wordt gemaakt. Het ligt in de rede dat het gaat om het postmonopolie zoals dat wordt omschreven in artikel 142 van het voorontwerp van wet.

Artikel 154.

Paragraaf 5.

Paragraaf 5 moet vervallen : hij is overbodig omdat hij in de wet van 2 mei 1956 een wijziging aanbrengt die reeds uit het Gerechtelijk Wetboek volgt; de gemachtigden van de minister zijn het hiermee eens.

Artikel 155.

Het is niet dienstig dat een wetsbepaling de toepassing van een koninklijk besluit en van een ministerieel besluit handhaaft, aangezien een zodanige wetsbepaling onduidelijkheid zou kunnen doen ontstaan omtrent de hoedanigheid welke die besluiten zouden hebben na hetgeen aangezien zou kunnen worden als een bevestiging of een bekrachtiging.

Overigens zal de rechtspraak als vanzelf uitmaken wat de bepalingen zijn die geacht worden niet strijdig te zijn met de nieuwe wet en daarom noodzakelijkerwijs van kracht zullen

.../...

blijven.

Het artikel zou dus moeten vervallen.

Artikel 156.

In het eerste lid is het beter te schrijven "De bepalingen van deze titel treden in werking op de dag dat de Regie ingedeeld wordt bij ...".

In het tweede lid is het geboden aan te geven wat de bedoelde artikelen zijn alsmede wanneer zij in werking treden ten aanzien van andere personen dan "De Post".

In het derde lid moet de formule "treden onmiddellijk in werking" worden afgekeurd. Wil men afwijken van de algemene regel aangaande de inwerkingtreding van wetten en besluiten, dan dient te worden geschreven : "... de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président,
voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

J.-C. GEUS,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.